

Verint - complice de crimes de guerre

20.01.2014

Categories: Embargo militaire



Les "grandes oreilles", qui surplombent Loèche, servent à intercepter les communications satellites. [Andrée-Noëlle Pot - Keystone]

Le 17.1.14, Le Courrier a publié un article dénonçant le choix de cette société israélienne pour fournir le nouveau système d'écoutes téléphoniques de la Suisse:

Complice de crimes de guerre

Christophe Koessler

La nouvelle soigneusement passée sous silence par la Confédération a été révélée mardi par le journal Le Temps. C'est une société israélienne que le Conseil fédéral a choisie le 18 décembre pour fournir le nouveau système d'écoutes téléphoniques de la Suisse.

Et pas n'importe laquelle: Verint est le partenaire privilégié de la NSA, l'agence étasunienne de renseignement à l'origine du scandale des écoutes. Alors que des parlementaires suisses s'inquiètent d'éventuelles failles du système, qui livreraient en ligne directe des informations confidentielles helvétiques à l'Oncle Sam, un autre sujet est moins débattu: celui de la pertinence de continuer à soutenir

indirectement l'effort de guerre d'Israël contre les Palestiniens, alors que cet Etat s'assied allègrement sur le droit humanitaire international et poursuit sa colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Car Verint, toute société privée qu'elle soit, est bien l'une des grandes oreilles de l'armée israélienne, qui ne sert pas seulement à déjouer d'éventuels attentats ou actes criminels de la part des Palestiniens, mais aussi à étouffer toute résistance civile à l'expansion territoriale de l'Etat hébreu. Ce nouveau partenariat avec une entreprise israélienne s'inscrit dans le contexte d'une coopération militaire de longue date de la Suisse avec Israël, qui devrait s'intensifier depuis la signature d'un mémorandum d'accord entre les deux pays début 2013. Cette «déclaration d'intention» porte sur des domaines essentiels de la sécurité nationale, comme le développement de la coopération en matière d'armement, la formation des troupes et l'échange d'informations et d'expériences scientifiques. Autrement dit, d'un côté la Confédération renforce son armée grâce à l'expérience acquise par Israël à l'occasion de la guerre dans les territoires palestiniens, de l'autre, Tsahal améliore grâce à la Suisse son arsenal et les activités militaires qui assoient son occupation coloniale. N'ayons pas peur des mots: en persistant à coopérer militairement avec un Etat dont les crimes de guerre, en particulier à Gaza, ont été solidement documentés par les Nations Unies et les ONG internationales, le Conseil fédéral se montre complice de ceux-ci. La prétendue neutralité de la Suisse en prend un nouveau coup, en contradiction avec ses ambitions de médiatrice dans le conflit israélo-palestinien. Le prochain épisode de cette mauvaise saga interviendra en 2014 encore: la Confédération a l'intention d'acheter six drones de reconnaissance à deux fleurons de l'industrie de l'armement israélienne, pour un montant de 300 millions à 400 millions de francs. Ces drones, ou des modèles antérieurs ou similaires, ont servi à bombarder des civils et des combattants en Cisjordanie, à Gaza, voire au Liban. Mais le Conseil fédéral rassure: *«L'achat de drones par la Suisse ne touche ni la crédibilité et l'efficacité de l'engagement de la Suisse dans la région, ni les capacités militaires d'Israël.»*